

LETTRE OUVERTE

de 39 OSC

Suite au communiqué conjoint entre la France et le Bangladesh, du 11 septembre 2023

Info Birmanie et 38 organisations de la société civile se félicitent du soutien annoncé de la France à la requête de la Gambie contre l'Etat birman devant la CIJ-Cour Internationale de Justice pour violation de la Convention de l'Onu sur le génocide dans le cadre de la répression menée à l'encontre de la minorité Rohingya. Cette décision est l'aboutissement d'un long plaidoyer de la société civile auprès du gouvernement français et marque un premier pas nécessaire dans la lutte contre l'impunité en Birmanie. Nous espérons que la France fera acte de leadership sur le sujet, en accompagnant ses partenaires vers une démarche similaire.

Nous saluons l'annonce d'une contribution supplémentaire d'un million d'euros, via le PAM-Programme Alimentaire Mondial, à destination des Rohingya réfugiés dans les camps au Bangladesh. Un début pour combler les 125 millions de dollars demandés par le PAM pour mettre fin à la réduction des rations alimentaires. Ces réductions successives de l'aide alimentaire à ces populations démunies qui se voient dans l'impossibilité de subvenir elles-mêmes à leurs besoins est inacceptable. L'insécurité alimentaire s'ajoute à la violence quotidienne que subissent les réfugiés, notamment du fait de groupes criminels tels que l'ARSA-Arakan Rohingya Salvation Army ou la RSO-Rohingya Solidarity Organisation, dont les affrontements ont fait de nombreuses victimes dans les camps et conduit à une vague d'assassinats ciblant les leaders de la société civile Rohingya.

La France, l'Union Européenne et la communauté internationale, devraient à ce titre appeler à l'intégration d'un soutien stable et conséquent, humanitaire mais aussi sécuritaire, dans le plan de réponse conjoint des Nations-Unies.

Concernant un potentiel rapatriement volontaire des Rohingya et « la nécessité de créer en Birmanie les conditions permettant leur retour volontaire, sûr, digne et durable », nous rappelons que de telles conditions ne peuvent être remplies actuellement au vu de la tentative de coup d'Etat de l'armée et l'effroyable guerre qu'elle mène contre sa population. Les conditions nécessaires ne sauraient advenir sans la restitution des droits de tous les citoyens birmans, incluant les Rohingya. La loi de 1982 sur la citoyenneté doit être abrogée, de même que toutes les lois et politiques utilisées dans le processus de génocide des Rohingya, et remplacées par des lois garantissant les droits. Les Rohingya doivent pouvoir retourner dans leurs villages d'origine et être pleinement indemnisés pour la perte de leurs biens, les coûts de reconstruction, la perte de revenus et le traumatisme qu'ils ont subi.

Agissons pour la paix et la démocratie en Birmanie.

#AvecToiMyanmar | 07 62 80 61 33 | infobirmanie@gmail.com



LETTRE OUVERTE

de 39 OSC

Suite au communiqué conjoint entre la France et le Bangladesh, du 11 septembre 2023

Les mesures conservatoires de protection des Rohingya en Birmanie, prononcées par la CIJ en janvier 2020, ne sont toujours pas appliquées. Une situation dont le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est pas saisi. La France devrait convoquer une réunion du Conseil sur le sujet, soutenir l'acceptation par le NUG de l'autorité de la CPI-Cour Pénale Internationale et sa ratification du Statut de Rome au nom de l'Etat birman.

A l'échelle internationale, le manque de leadership et de coordination, à l'instar des sanctions disparates adoptées par chaque Etat individuellement, grève les efforts d'appui au combat pour la justice et la démocratie de l'ensemble du peuple birman. Les actes de soutien annoncés par le gouvernement français aujourd'hui, comme d'autres avant lui, sont bienvenus et très attendus. Toutefois ils ne doivent pas rester des actes nationaux mais s'établir dans un nouvel élan, concerté et collectif, de lutte contre l'impunité et de justice en Birmanie.

Les signataires

ACDD - Action committee for Democracy Development
Ah Nah Podcast - Conversations with Myanmar
ALTSEAN-Burma
Association and Myanmar diaspora Group Finland
ASB - Association Suisse- Birmanie
Boston Free Burma
Burma Action Ireland
BHRN - Burma Human Rights Network
Burmese Canadian Network
Burma campaign UK
BROUK - Burmese Rohingya organisation UK
Chin Human Rights Organizations
Citizen of Burma Award-New Zealand
CRPH & NUG supporters Ireland
CRPH Funding Ireland
CRPH Support Group, Norway
Doh Atu- ensemble pour le Myanmar
Educational Initiatives Prague
FIDH - Fédération Internationale pour les Droits Humains

FLAG - Freedom and Labor Action Group
GMSR - Global Myanmar Spring Revolution
Human Rights Foundation of Monland
Info Birmanie
Initiatives for International Dialogue
IAMS - International Association, Myanmar-Switzerland
International Campaign for the Rohingya
KSC - Karen Swedish Community KSC
Myanmar Action Group Denmark
Myanmar Campaign Network
Netherlands-Myanmar Solidarity Platform
NL Solidarity Myanmar
NUG and CRPH Supporters Ireland
Padauk Finland-Myanmar
Rohingya Action Ireland
The European Rohingya Council
U.S. Campaign for Burma
Unitarian Universalist Service Committee
US Campaign for Burma
With Myanmar UK

Agissons pour la paix et la démocratie en Birmanie.

#AvecToiMyanmar | 07 62 80 61 33 | infobirmanie@gmail.com

